

M. Patrick LEFEBVRE

14 allée des Marronniers — 69100 Villeurbanne

p.lefebvre@email.fr

06 23 45 67 89

A L'ATTENTION DE :

SAS ÉCORÉNO SOLUTIONS

22 cours de Verdun — 69001 Lyon

PAR LETTRE RECOMMANDEE AVEC AVIS DE RECEPTION ELECTRONIQUE (LRE)

Fait le 24/03/2026

Objet : DERNIERE RELANCE AVANT CONTENTIEUX - J+8 — Constat de non-reponse

DERNIERE RELANCE AVANT CONTENTIEUX

[Lettre recommandée avec accusé de réception]

À : SAS ÉCORÉNO SOLUTIONS [ADRESSE_ADVERSE_1] 69001 Lyon

Villeurbanne, le [date du jour]

Objet : Dernière relance avant contentieux – inexécution contractuelle et malfaçons – dossier DJ-EXEMPLE-2026

Madame, Monsieur,

Je fais suite à la mise en demeure adressée à votre attention le 15 décembre 2025, restée à ce jour sans réponse, et ce malgré l'expiration du délai de quinze (15) jours imparti pour vous manifester.

Je constate formellement votre silence persistant, alors même que les griefs exposés sont d'une particulière gravité et dûment étayés par pièces justificatives et rapport d'expertise contradictoire (cabinet EXPERTS RHÔNE, 18 novembre 2025).

Pour mémoire, la somme totale de quarante-huit mille euros (48 000 €) demeure exigible à titre de restitution, en raison de la non-conformité manifeste des travaux réalisés (isolation et installation de pompe à chaleur), des pratiques commerciales trompeuses constatées, et de l'absence de certification RGE requise. À ce montant s'ajoutent les intérêts de retard calculés conformément à l'article 1231-6 du Code civil, courant à compter de la première mise en demeure, soit au taux légal en vigueur.

Je vous rappelle que votre responsabilité contractuelle et délictuelle est engagée sur le fondement des articles 1792 et suivants du Code civil (garantie décennale et responsabilité des constructeurs), ainsi que des articles L.121-2 et L.121-3 du Code de la consommation relatifs aux pratiques commerciales trompeuses, et de l'article L.271-1 du Code de la construction et de l'habitation (délai de rétractation non respecté).

En l'absence de régularisation intégrale de la situation ou de réponse écrite de votre part sous huit (8) jours à compter de la réception de la présente, je me verrai contraint d'engager sans délai une procédure judiciaire à votre encontre devant la juridiction compétente, aux fins d'obtenir restitution des sommes versées, indemnisation du préjudice subi, et application de toutes sanctions civiles et pénales appropriées.

Je vous invite en conséquence à prendre la mesure de la gravité de la situation et à régulariser votre position dans les plus brefs délais.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

M. Patrick LEFEBVRE [ADRESSE_DEMANDEUR] 69100 Villeurbanne

Pièces jointes :

- Copie de la mise en demeure du 15/12/2025
- Rapport d'expertise EXPERTS RHÔNE (18/11/2025)
- Factures et contrats litigieux
- Notification de rejet ANAH
- Photographies des désordres constatés

Decompte actualise des sommes dues

Principal	48000 EUR
Interets de retard (4.81% (Art. 1231-6 C.civ.))	2169.64
343 jours depuis le 15/04/2025	
Total reclame	50169.64 EUR

Base legale : Art. 1231-6 C.civ.

Note de solidarite : La presente relance a ete adreesee, en copie et aux memes fins, aux parties suivantes :

- EURL ISOLATION THERMIQUE RHÔNE (Sous-traitant travaux d'isolation)
- SAS CHAUFFE CONFORT PLUS (Sous-traitant installation pompe à chaleur)

M. Patrick LEFEBVRE

(Document certifie et borodate)

Avertissement important : Ce document a été généré automatiquement par un système d'intelligence artificielle (OpenAI GPT-4). Il ne constitue en aucun cas un avis juridique, une consultation d'avocat, ni un acte d'assistance ou de représentation en justice au sens de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971. Les informations fournies sont données à titre indicatif et ne sauraient se substituer aux conseils d'un professionnel du droit. L'utilisateur reste seul responsable de l'usage qu'il fait de ce document. DossierJuridique.fr recommande de consulter un avocat pour toute action juridique.